

## Bulletin d'histoire politique

# Parades, initiations et altercations avec la police. Les étudiants prennent la rue d'assaut

Karine Hébert



Volume 21, numéro 2, hiver 2013

Contester ! Les formes d'une prise de parole au Québec au XX<sup>e</sup> siècle

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1014132ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1014132ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique  
VLB éditeur

### ISSN

1201-0421 (imprimé)  
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cet article

Hébert, K. (2013). Parades, initiations et altercations avec la police. Les étudiants prennent la rue d'assaut. *Bulletin d'histoire politique*, 21(2), 17-29.  
<https://doi.org/10.7202/1014132ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2013

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

## Parades, initiations et altercations avec la police. Les étudiants prennent la rue d'assaut

KARINE HÉBERT

*Professeure*

*Département des lettres et humanités*

*Université du Québec à Rimouski*

Le 13 octobre 1911, un bruyant défilé mène les *sophomores* et les *freshmen* de l'Université McGill, étudiants de deuxième et de première années, au His Majesty pour la traditionnelle nuit de théâtre qui marque le début de l'année scolaire. Dans sa livraison de la veille, le *McGill Daily* disait s'attendre à une soirée mémorable, sinon déplorable, les *freshmen* ayant fait circuler la rumeur selon laquelle ils s'apprêtaient à rendre aux *sophomores* la monnaie de leur pièce, après quelques journées d'initiations musclées<sup>1</sup>. Une vingtaine d'années plus tard, les étudiants de l'Université de Montréal défilent à leur tour dans les rues de la ville pour sensibiliser les Montréalais à l'importance de maintenir une université francophone dans la métropole. La construction du nouveau campus sur la montagne, amorcée en dépit de la crise économique, avait mené l'université au bord du gouffre.

Durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, deux communautés étudiantes cohabitent dans les rues de la ville, se côtoient et s'affrontent parfois. Il s'agit des étudiants de l'Université McGill et de l'Université de Montréal. Défilés, initiations, parades, grèves apparaissent comme autant de moyens employés par les étudiants montréalais pour prendre la rue d'assaut. La rue, comprise ici à la fois comme un espace social et symbolique, devient pour eux un lieu d'affirmation publique de leur existence, une scène pour leurs revendications et, à l'occasion, un espace de manifestation<sup>2</sup>.

L'Université McGill, construite durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle sur la rue Sherbrooke Ouest, alors en périphérie de la ville, avait été pensée pour correspondre aux modèles des campus britanniques<sup>3</sup>. Cet éloignement des affres de la ville est de moins en moins vrai à mesure que les tentacules urbains se déploient vers le nord et rejoignent

le campus pour bientôt l'encercler. Autour de McGill s'est édifié ce qu'on appelle aujourd'hui le Mile carré doré, un riche quartier bourgeois essentiellement résidentiel, qui s'est ensuite transformé pour devenir le cœur du monde des affaires. L'Université de Montréal, quant à elle, s'élevait à partir de 1895 en plein centre de ce qui était en voie de devenir le quartier latin, au coin des rues Saint-Denis et Sainte-Catherine, à l'emplacement actuel de l'UQAM. Université urbaine, elle a été la proie des flammes à quelques reprises, notamment en 1919. À la menace d'incendie se sont rapidement ajoutées d'autres craintes au sujet de l'emplacement de l'université, ainsi que l'explique Eugène Lafontaine, doyen de la faculté de droit en 1920 : il faudrait garantir aux étudiants une « maison pour les recevoir et leur procurer à un prix modeste le confort nécessaire pour pouvoir étudier dans de bonnes conditions matérielles et morales ; une maison où on leur procurera les distractions nécessaires à leur âge, [une telle maison] est d'une absolue nécessité pour protéger les jeunes gens contre les dangers que présentent toujours les grandes villes et contribuera en même temps à rassurer les parents qui envoient leurs enfants faire leurs études à la ville, souvent, sans aucune protection »<sup>4</sup>. Émerge ainsi l'idée d'un véritable campus retiré sur la montagne, projet qui s'achèvera finalement à la faveur de la Deuxième Guerre mondiale, après une vingtaine d'années de déboires financiers.

Rapidement, les étudiants des deux universités se sont dotés d'associations générales pour les représenter et organiser des activités. À McGill, la Student Society voit le jour en 1908, alors que l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM), qui succède à l'éphémère Fédération universitaire (1913), est fondée en 1922. Le moyen privilégié de communication et de prise de parole à l'époque demeure le journal. Les étudiants ont rapidement saisi l'importance d'un tel médium. Plusieurs feuilles étudiantes verront le jour dans les deux universités, les principales et pérennes furent le *McGill Daily* (1911) et le *Quartier latin* (1919). Ces associations et journaux vont être en partie responsables de la prise de possession des rues par les étudiants. Mais leur caractère officiel et le fait qu'ils aient parfois été, surtout à McGill, perçus comme des rouages de l'administration universitaire ont poussé des étudiants à prendre la rue spontanément, à s'affranchir à l'occasion du carcan organisationnel. Ces épisodes, non commandités par la Student Society ou l'AGEUM et qui dégénéraient parfois, pouvaient dès lors être dénoncés dans les pages des journaux étudiants ou dans celles des quotidiens montréalais.

Les pages qui suivent s'intéressent plus spécifiquement aux démonstrations publiques organisées ou parrainées par les associations étudiantes, celles qui témoignent de la façon dont les étudiants, en tant que groupe organisé en quête d'une reconnaissance publique, clé de leur iden-

tité, ont pu prendre la rue d'assaut à certains moments. Ces sorties se sont faites, et c'est l'hypothèse défendue, selon deux modes différents répondant à des objectifs distincts. Les premières se sont déroulées sur le mode festif, donnant parfois lieu à des débordements excusés au nom de la jeunesse des étudiants. Elles avaient pour but d'affirmer la présence des étudiants sur la scène publique; elles découlaient de la volonté de ceux-ci de se voir reconnaître une existence comme groupe cohérent. Les secondes répondent plus explicitement à une définition répandue de la manifestation, en ce sens qu'elles affichent ouvertement un caractère politique et revendicateur, tout en présentant un potentiel de subversion<sup>5</sup>. Souvent, au cours des années étudiées, les démonstrations publiques relevant de cette deuxième catégorie ont donné lieu à des appels à la retenue, un peu comme si la jeunesse que les étudiants brandissaient comme un étendard devenait un handicap lors de revendications sérieuses et que, pour qu'on leur accorde un certain crédit, il était plutôt nécessaire de faire preuve de maturité. Ces deux types de prises de possession de la rue sont apparus de manière successive, sans être mutuellement exclusifs; les rassemblements festifs ayant précédé les manifestations purement politiques, elles-mêmes impensables avant une affirmation publique de l'existence des étudiants comme groupe.

### **Affirmation festive. La jeunesse étudiante claironnée**

Les associations étudiantes de l'UdeM et de McGill, tout comme celles de la majorité des universités occidentales, se sont dotées de traditions d'intégration, de rituels marquant l'acceptation des nouveaux étudiants au sein de la famille. De tels procédés initiatiques existent un peu partout et prennent diverses formes, bizutages français, *rushes* américains. Ils se déroulent en début d'année scolaire, après les cérémonies officielles organisées par les universités.

À l'Université McGill, la convocation d'automne est l'occasion de graves discours dans lesquels le rôle de l'université est glorifié tout comme la tâche sociale qui incombe aux étudiants, celle de se préparer à assumer plus tard le rôle d'élite de la société. Cette pratique empreinte de décorum marque le coup d'envoi des activités d'accueil, parmi lesquelles s'inscrit l'initiation des nouveaux. La tradition des initiations s'impose assez tôt à McGill, mais s'estompe au gré des interdictions des autorités et de contextes défavorables comme la crise des années 1930 ou encore les deux guerres mondiales. Quelles que soient les formes retenues — qu'il s'agisse des *hazings* (sorte d'initiations ciblées visant à donner l'exemple aux têtes fortes) ou des *rushes* (compétitions sportives entre nouveaux et anciens)<sup>6</sup> — les initiations visent à accueillir les nouveaux étudiants tout en leur transmettant les codes de la communauté. Entraînant souvent des

excès et débordant à l'occasion les limites du campus, ces éclats échappent, officiellement à tout le moins, au contrôle de la Student Society et de ses prédécesseures. En 1906, la traditionnelle *Theatre Night*, qui coiffe la semaine d'accueil des nouveaux, tourne au vandalisme. Les étudiants sont accusés d'avoir lancé des pétards ayant causé des blessures aux musiciens de la salle<sup>7</sup>. Ils sont également reconnus coupables de vol de peinture et d'atteinte à la propriété à l'université et sur certaines demeures entourant le campus. Un scénario similaire se répète régulièrement au cours des deux décennies suivantes. En 1920, les étudiants prennent encore d'assaut la scène du Loews pour chanter des refrains étudiants, crier au feu, tout cela à la faveur de l'ambiance d'impunité qui auréole les *Theatre Nights*<sup>8</sup>. À ces pratiques s'en ajoutent d'autres assez inélegantes, les courses aux cochons graissés sur les terrains de l'université ou dans les rues avoisinantes ayant parfois la cote. En 1918 apparaissent des références à des enlèvements d'étudiants. Comme les compétitions sportives des *rushes* opposent les nouveaux étudiants à ceux des classes de deuxième, le kidnapping opportun des meilleurs étudiants de l'autre équipe confère un net avantage!

Ces frasques attirent une attention non désirée sur McGill. De nombreuses lettres de doléances sont ainsi envoyées au principal mcgillien<sup>9</sup>, l'obligeant à répondre, à défendre les étudiants et, parfois, à faire pression pour que la Student Society s'explique et offre un dédommagement aux victimes. Les autorités universitaires, jalouses de la bonne réputation de l'institution, n'hésitent pas à intervenir. Après les débordements de 1918, les enlèvements sont interdits<sup>10</sup>. La Student Society prend l'admonestation au sérieux. En 1920, elle lance l'avertissement suivant: «The time is past when the citizens can be disturbed nightly by crowds of unruly students tearing through the streets, doing damage to property and causing inconvenience to the public»<sup>11</sup>. Malgré ces tentatives de contrôler la situation, en 1929, les initiations sont à leur tour interdites par les autorités mcgilliennes. Officiellement, cette interdiction sera valable jusqu'en 1949, mais quelques indices laissent croire que des pratiques de remplacement viennent ponctuellement combler le vide laissé par l'abandon obligé de ces activités d'intégration. Ainsi, en 1948, le Student executive council passe une résolution afin de s'assurer que les initiations soient «mild and of inoffensive nature» et qu'elles se déroulent sur le campus<sup>12</sup>.

À l'Université de Montréal, une semblable volonté de susciter un esprit étudiant est perceptible dans la tradition du défilé annuel de l'enterrement du béret, qui s'ébranle après la messe du Saint-Esprit au début de chaque année scolaire. Cet événement a pour but premier de renforcer l'esprit étudiant et d'affirmer au Tout-Montréal l'existence de ce groupe de jeunes. Un ancien étudiant, qui a participé au premier défilé en 1916, en donne cette description imagée:

C'est avec un bagage de chansons basochiennes et munis de mirlitons, de flûtes, de tambours et de chaudrons qu'on se mit en marche pour ce grand soir. On fit sensation, car c'était la première fois que les braves citoyens de la ville assistaient à une telle parade. Plusieurs même se scandalisèrent!

Le bérêt [*sic*] que nous allions enterrer au pied du monument Cartier était porté sur une petite charrette recouverte d'un drap funèbre en batiste et tirée par douze moines en cagoule portant chacun un flambeau. Le bérêt coiffait pour la circonstance un crâne de mort et un étudiant marchait en tête portant au bout d'un haut bâton un fémur et un tibia croisés. C'était lugubre! [...] Le soir venu, les cinq cents étudiants que nous étions chantaient tellement fort et avec tant d'ensemble que nos clameurs pouvaient être entendues à un mille à la ronde!<sup>13</sup>

Ce passage passe sous silence les suites de la messe elle-même. En 1916, le défilé qui mène les étudiants de l'Université à la cathédrale s'achève par une confrontation avec les policiers qui fait grand bruit. Dans un climat orageux, qui présage la crise de la conscription, les étudiants ont abîmé des affiches du bureau d'enrôlement. Cet acte est perçu, si l'on en croit certains comptes rendus faits dans les journaux francophones, comme une provocation par les policiers qui ont aussitôt chargé les étudiants, les poursuivant «jusque dans le temple divin pour faire des arrestations»<sup>14</sup>. Des coups entraînant des blessures ont été portés par les policiers, des arrestations musclées ont suivi, et les protestations étudiantes ont rapidement fusé jusqu'à l'Hôtel de ville. *La Presse* rapporte qu'en passant devant les locaux du journal, «les étudiants ont manifesté: chants, quolibets, lazzis, etc.; mais [qu']il ne s'est produit aucune scène disgracieuse. [...] Les étudiants, coiffés de leurs bérêts et munis de leurs cannes, ont envahi la salle du conseil, en chantant et en proférant des exclamations de toutes sortes contre leurs agresseurs<sup>15</sup>». Leur version des faits est corroborée par des professeurs de l'université comme Victor Morin (droit) et le Dr Louis De-guise (école dentaire), en plus d'être abondamment relayée dans les quotidiens montréalais francophones qui n'ont pas hésité à prendre parti pour les étudiants malmenés et à appuyer leur demande d'enquête officielle<sup>16</sup>.

Cet épisode met en lumière le fait qu'«en général, ils [les étudiants] ont la bonne partie du public avec eux<sup>17</sup>.» Au fil des années, d'autres activités s'ajoutent au défilé: soirée au théâtre, concours de chars allégoriques, etc. Les frasques étudiantes deviennent alors assez fréquentes pour que les étudiants soient les premiers accusés dès que surviennent des événements de mauvais goût autour du quartier latin, vandalisme sur les tramways, profanation du monument Cartier par des jets d'urine. Il faut dire que certains étudiants jouaient sur cette image. Victor Barbeau, dans ses Mémoires, se remémore les relations plutôt tendues entre les étudiants et les forces de l'ordre. Mais le statut d'étudiant conférait des privilèges tacites dont les «escholiers», tout comme les khâgneux français étudiés par Sirinelli<sup>18</sup>, étaient bien conscients:

Une loi, non écrite il va sans dire, conférait à l'Université le droit d'asile. Que ce fût à l'intérieur ou sous le portique que nous avons baptisé «le promontoire de la pensée française en Amérique», l'accès de l'Université était interdit aux empêcheurs de tourner en rond. C'est là que nous nous rassemblions pour chanter victoire même dans la défaite. Une seule fois les agents eurent-ils la témérité de vouloir nous en déloger. Ils durent aussitôt battre en retraite de même que les piétons rue Saint-Denis sous le jet puissant des lances à incendie que nous avons tirées de l'intérieur<sup>19</sup>.

La multiplication de ces débordements est de nature à altérer la bienveillance populaire à l'endroit des étudiants, «cette jeunesse que Bossuet compare à un vin fumeux à cause de sa bouillante ardeur»<sup>20</sup>. Malgré des exhortations répétées à la discipline de la part de l'AGEUM, les autorités universitaires craignent que les incartades étudiantes ternissent la réputation de l'institution. Comme à McGill, la conjoncture économique difficile en 1931 leur offre l'occasion de suspendre la tradition des défilés<sup>21</sup>. Ceux-ci reprendront, l'enterrement du béret en moins, après la guerre, et certaines éditions seront beaucoup plus revendicatrices<sup>22</sup>.

Bref, la rue est un lieu d'affirmation pour les étudiants, un endroit aussi de débordements et d'excès qui sera, par conséquent, sujet à tension entre les étudiants, les autorités universitaires et les forces de l'ordre. Mais descendre dans la rue n'implique pas nécessairement qu'il y ait manifestation, celle-ci étant définie par Danielle Tartakowski comme «une démonstration collective d'une opinion dans l'espace public [...] qui trouve toute sa signification avec l'émergence et l'affirmation des démocraties parlementaires»<sup>23</sup>. Procédant d'une certaine organisation de la part des associations étudiantes et s'inscrivant en partie dans une stratégie, autres éléments constitutifs d'une manifestation selon Tartakowski<sup>24</sup>, initiations et défilés de l'enterrement du béret ne visent cependant pas l'affirmation d'une opinion clairement exprimée. Ces démonstrations publiques résultent plutôt d'une affirmation identitaire qui précède, à la limite qui prépare, la formulation de revendications.

### **Affirmation politique**

À partir des années 1930, on voit sporadiquement des étudiants marcher dans la rue pour défendre des positions politiques. Les étudiants de l'Université de Montréal ont occupé davantage les rues que leurs homologues de McGill. Une interprétation rapide laisserait entendre que ceux-ci faisaient preuve d'un esprit de revendication plus aigu que leurs confrères mcgilliens. Mais la configuration physique même de la ville et des campus nous porte à nuancer cette interprétation.

En effet, à McGill, les étudiants se retrouvent sur un campus. Plusieurs d'entre eux y habitent en résidence, peuvent organiser des assemblées au Student Union ou encore s'ébattre sur les terrains de l'Université.

De nombreuses activités d'affirmation politique se dérouleront ainsi directement sur le campus. En 1954, par exemple, le Labour Progressive Party Club de McGill, regroupement d'étudiants associés au parti communiste, organise une vente de livres à l'université. La vente se transforme en esclandre. Si l'événement permet au *McGill Daily* de condamner la violence qui a éclaté en disant que ce serait une trop belle occasion pour les communistes de se poser en martyrs de la démocratie, il n'a toutefois pas beaucoup d'échos à l'extérieur du campus<sup>25</sup>.

À l'Université de Montréal, avant le déménagement sur la montagne, les étudiants n'avaient guère que la rue pour se faire entendre. En 1917, l'université obligeait les étudiants, par voie de règlement, à quitter l'université aussitôt les cours terminés. Les étudiants devaient donc trouver d'autres sites de rassemblement. Barbeau a évoqué plus haut le parvis de l'université, auquel s'ajoutaient des lieux plus éloignés tels le monument Cartier pour l'enterrement du béret, l'Aréna Mont-Royal, le Carré Phillips, ce dernier semble avoir été un lieu de rassemblement populaire, ou les cafés du quartier latin. Comment se rendre à tous ces endroits ? Par la rue. Les déambulations étudiantes prenaient quelquefois des allures de « contestation du pouvoir en place, d'actes de rébellion contre l'ordre établi, de défis lancés aux autorités, de menaces de subversion »<sup>26</sup>.

Un certain nombre d'événements et de dossiers politiques vont inciter les étudiants de l'UdeM à prendre la rue d'assaut. Par exemple, au pire de la crise des années 1930, l'UdeM était aux prises avec un vaste chantier sur la montagne en vue d'y ériger son nouveau campus, entreprise qui a mis en péril l'avenir même de l'institution. En 1933, la situation est devenue intenable : les professeurs n'ont pas été payés depuis quelques semaines, l'université est menacée de tutelle<sup>27</sup> et le bruit court d'une fermeture pure et simple à l'automne suivant<sup>28</sup>. Les étudiants décident alors d'organiser une grande manifestation d'appui à leur université. Ils y convient tous les jeunes de la métropole, étudiants, collégiens, jeunes ouvriers, puisque, selon eux, c'est toute la nation qui pâtirait de la fermeture de la seule université francophone et catholique de la ville. La manifestation a pris la forme d'une parade qui a mené les participants de l'université jusqu'à l'Aréna Mont-Royal où une série de discours a été prononcée<sup>29</sup>. Le *Quartier latin* rapporte les événements en insistant sur la foule immense qui a regardé le défilé et conclut à la réussite de l'événement parce que la participation a été massive, que les désordres appréhendés ont été évités et que les discours ont démontré l'esprit national tant attendu chez les étudiants et les jeunes en général<sup>30</sup>.

On voit que les comptes rendus mesurent le succès de l'événement en fonction de la bonne tenue des étudiants. Certaines manifestations politiques moins élégantes ne doivent cependant pas être niées. En 1936, la venue d'une délégation espagnole du Frente Popular met le feu aux



poudres<sup>31</sup>. Les étudiants de l'UdeM se sont rendus en foule à l'Hôtel de ville pour demander au conseil d'annuler la réunion d'appui qui devait avoir lieu à l'Aréna Mont-Royal, à l'initiative de représentants de McGill<sup>32</sup>. *Le Devoir* met la population en garde : advenant la tenue de la réunion, « [i] l se peut qu'il y ait du chahut, que les carreaux volent en éclats et que des bagarres se déroulent à l'intérieur et à l'extérieur de la salle »<sup>33</sup>. Alors que les étudiants de McGill reçoivent la délégation à l'Hôtel Berkeley, le conseil exécutif de Ville de Montréal décide d'interdire le rassemblement prévu en soirée : « Nous ne permettrons pas aux communistes de prendre racine ici »<sup>34</sup>. La soirée est néanmoins mouvementée, et on rapporte dans les journaux que des étudiants de l'UdeM ont saccagé des commerces et des établissements reconnus pour leur prise de position communiste. Si les étudiants de McGill accusent sans réserve leurs confrères de nationalisme étroit, les représentants officiels de l'AGEUM, quant à eux, se dissocient de plusieurs de ces actes<sup>35</sup>. Ce froid entre les étudiants des deux universités donnera lieu à une rencontre de réconciliation, probablement orchestrée par les instances supérieures des deux universités<sup>36</sup>.

Il faudra néanmoins attendre plusieurs années avant de voir les étudiants des deux universités s'associer pour défendre une cause ou protester publiquement. Une des premières occasions, sinon la première, leur est fournie par la hausse des tarifs des billets de tramway par la Commission de transport de Montréal en 1955. Le 9 décembre, une véritable manifestation menée par les étudiants déferle dans les rues de la ville. *Le Devoir* rapporte que plus de 2 500 étudiants de l'Université de Montréal, de McGill et du Collège Sir George Williams y ont participé. S'étant rassemblés au coin des rues Parc et Des Pins, les étudiants se sont dirigés vers l'Hôtel de ville afin de s'entretenir avec le maire Drapeau. Ce dernier les reçut et les assura de son soutien. Les étudiants auraient par la suite quitté les lieux pour envahir les rues de la ville, bloquant toute la circulation, dégonflant des pneus d'autobus, poussant des cris de ralliement, s'invitant sur les véhicules de police et de pompier qui s'aventuraient trop près d'eux. La situation a dégénéré en soirée alors qu'« une bande de jeunes voyous a saboté une quarantaine de tramways à l'angle des rues Amherst et Ontario »<sup>37</sup>, causant pour plus de 100 000\$ de dommages<sup>38</sup>. Parmi la centaine d'arrestations effectuées par les forces de l'ordre à cette occasion, il n'y avait qu'un seul étudiant, les autres correspondant plutôt à un nouveau genre de manifestant, le « zazou », portant la casquette, le jean et la veste de cuir à la Marlon Brando<sup>39</sup>. Même si elle n'admet pas la responsabilité des étudiants mcgilliens quant aux dérapages de la manifestation, la Student Society décide tout de même de verser 5 000\$ en dommages et intérêts à la Commission de transport, reconnaissant ainsi que certains de ses membres y ont sûrement pris part<sup>40</sup>. Le *McGill Daily* revient sur la question en janvier en proposant cette explication : « Last december

McGill students demonstrated against the raise of tram fares. Immediately following this demonstration there was a riot. McGill students did not commit any of the crimes they caused. They lacked foresight, an error of judgment»<sup>41</sup>.

La couverture médiatique de l'émeute de 1955 a permis aux étudiants de se faire remarquer comme groupe mobilisable et responsable. Dans son compte rendu des événements, *Le Devoir* dissocie à plusieurs reprises les étudiants des émeutiers; il insiste sur le fait que les premiers maîtrisaient les codes sociaux relevant de leur statut, malgré quelques frasques de peu de portée rapidement excusées en raison de leur jeunesse: n'ont-ils pas voulu rencontrer le maire afin d'en arriver à une entente satisfaisante? Ce respect des autorités politiques augure bien de cette future élite.

En fait, les étudiants, à tout le moins leurs représentants officiels, semblent prendre leur image très au sérieux. Lors de la grève étudiante générale du 6 mars 1958, menée par les étudiants de toutes les universités à l'exception de ceux de Sherbrooke afin de réclamer un financement stable et récurrent pour leurs institutions et un meilleur système de bourses d'études, les associations étudiantes montréalaises s'assurent de maîtriser la situation<sup>42</sup>. Le tract qui expose les doléances des étudiants explique l'esprit qui préside à la grève: «Certains objecteront peut-être que voilà encore un geste irréfléchi. Les étudiants ont si peu l'habitude d'être pris au sérieux. Qu'on ne s'attende pas pour cette fois à ce que nous descendions dans la rue, à ce que nous menions le chahut, que nous brisions les vitres. La question est sérieuse, nous en tenons compte»<sup>43</sup>. Le contrôle des troupes n'est pas trop difficile à McGill: on recommande simplement aux étudiants de rester chez eux... À l'Université de Montréal, des barricades sont élevées autour du campus et des lignes de piquetages sont mises en place. Plusieurs conférences sont également organisées afin de gagner des appuis à la cause étudiante. Pierre Elliott Trudeau, René Lévesque et André Laurendeau, pour ne nommer qu'eux, s'adressent aux étudiants. Le *Quartier latin* dresse un bilan positif de la journée de grève puisqu'il n'y a eu ni débordement ni violence<sup>44</sup>. Reconnaissance ultime<sup>45</sup>, les représentants étudiants sont invités, par René Lévesque, à l'émission *Point de mire*. Cette manière réfléchie et sans provocation de se faire entendre apparaît comme une étape de reconnaissance obligée, une façon de se faire accorder une voix au chapitre sur des sujets d'intérêt général, ici l'éducation. Cela concorde avec l'élaboration d'un nouveau discours étudiant depuis la fin de la guerre qui tente de faire reconnaître l'étudiant comme un jeune travailleur intellectuel, et non plus seulement comme l'élite de demain pas encore assez mature pour s'exprimer, mais excusée avec condescendance en raison de sa jeunesse.

\*

\* \*

Au sens propre comme au sens figuré, l'occupation d'un espace public — la rue — par les étudiants participe d'un processus d'affirmation identitaire amorcé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La première étape de ce processus en a été de se faire reconnaître comme groupe à travers des manifestations festives, des défilés bruyants, des initiations plus ou moins contrôlées. À ce moment, la jeunesse semble avoir été le moteur de leurs ébats et la principale justification de leurs débordements. Une fois cette existence reconnue, il devenait possible d'utiliser la rue pour revendiquer, pour faire valoir des prises de position politiques et idéologiques. Mais pour être entendus et reconnus comme crédibles, les étudiants devaient faire preuve de sérieux, s'affirmer comme un groupe de pression ou encore comme de jeunes travailleurs intellectuels.

Pour se voir reconnaître la légitimité de manifester et de descendre dans la rue, les étudiants devaient prendre acte de l'étiquette d'élite de demain qu'on leur accolait depuis toujours. Ils y sont arrivés en se posant comme l'élite de la jeunesse et en invitant les jeunes ouvriers à manifester avec eux, comme l'ont fait les étudiants de l'Université de Montréal en 1933 pour sauver leur institution, ou encore en réclamant un meilleur système de prêts et bourses pour que les jeunes de toutes les classes sociales puissent poursuivre leurs études à l'université, comme l'ont fait les grévistes de 1958. Une constante demeure : c'est au nom de leur jeunesse (ou à cause d'elle ?) que les étudiants montréalais sont descendus dans la rue. Le mouvement de grève étudiante de 2012 procède d'une synthèse des deux façons par lesquelles les étudiants se sont approprié la rue depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle : le caractère festif et rassembleur des défilés de casse-roles vient appuyer les revendications politiques et sociales portées par les étudiants et, chose nouvelle, par leurs parents, leurs grands-parents et leurs enfants.

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

1. «Historic Undergraduate Celebration Will be Held Tomorrow. Rumours of a Sensational Nature for Under-Classmen», *McGill Daily*, vol. 1, no. 7, 12 octobre 1911, p. 1.
2. Maurice Garden identifie trois approches de la rue en histoire urbaine : rue comme espace matériel («la rue de l'urbaniste»), social et symbolique. Comme espace social, la rue devient un «lieu d'habitation et lieu de fréquentation et d'usage, le lieu du commerce, de l'échange, des rencontres et des solidarités, mais parfois aussi de l'exclusion ; la rue enfin comme espace symbolique, celui de la démonstration, de l'étalage et de l'affrontement des pouvoirs, la rue de l'apparence, du défilé, de la manifestation, de la révolte». Maurice Garden, «Histoire de la rue», dans Christine Cadot (dir.), *La rue*, Paris, Seuil, 2006, p. 6.
3. Si la charte royale de l'université a été obtenue en 1821, les premiers étudiants n'ont été accueillis qu'autour de 1841. C'est toutefois l'arrivée de William

- Dawson au poste de principal qui marque le véritable envol de l'institution vers 1855. Stanley Brice Frost, *McGill University. For the Advancement of Learning*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1980-1984, vol. 1. Hugh MacLennan (dir.), *McGill. The Story of a University*, Londres, George Allen and Unwin, 1960.
4. Eugène Lafontaine, «Le but qu'il faut atteindre», *Quartier latin*, vol. 2, no. 17, 12 février 1920, p. 1.
  5. Patrick Champagne, «Manifestation», dans Emmanuel de Waresquiel (dir.), *Le siècle rebelle. Dictionnaire de la contestation au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Larousse, 2004, p. 542.
  6. Keith Walden, «Hazes, Hustles, Scraps, and Stunts: Initiations at the University of Toronto, 1880-1925», dans Paul Axelrod et John G. Reid (dir.), *Youth, University and Canadian Society. Essays in the Social History of Higher Education*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1989, p. 94-121.
  7. Archives de l'Université McGill, RG 2 Principal, c. 24, f. 78, lettre de O. Marcuse au Principal Peterson, 24 octobre 1906.
  8. Archives de l'Université McGill, RG2 Principal, c. 50, f. 638, lettre du principal au gérant du Loew's, 12 octobre 1920.
  9. Archives de l'Université McGill, RG2 Principal, c. 50, f. 638, lettre du Manager Mills (Loew's) au Principal, [avant le 12 octobre 1920].
  10. Archives de l'Université McGill, RG8 Secretariat of Senate, c. 8, f. 19, Corporation, «Notice to Students re Organized Kidnapping and such rough practices at commencement of session», 16 mai 1918, p. 506-507.
  11. «A Good Move», *McGill Daily*, vol. 11, no. 3, 5 octobre 1921, p. 2.
  12. Archives de l'Université McGill, RG75 Students Organisations, c. 1, f. 94, «Initiation of Freshmen», 20 septembre 1948
  13. «L'enterrement du bérêt [sic] il y a dix ans», *Quartier latin*, vol. 9, no. 4, 28 octobre 1926. Le défilé s'était terminé par une confrontation avec les policiers. Des étudiants ont été arrêtés et soumis à un procès.
  14. «Les étudiants "traités comme des bandits". Bagarre à la Cathédrale», *Le Devoir*, mercredi 4 octobre 1916, p. 6.
  15. «Des scènes déplorables», *La Presse*, mercredi 4 octobre 1916.
  16. «Le capitaine de police démissionne. M<sup>sr</sup> Gauthier chez le maire», *Le Devoir*, jeudi 5 octobre 1916, p. 8; «M<sup>sr</sup> Georges Gauthier chez le maire Martin», *La Presse*, jeudi 5 octobre 1916.
  17. «M<sup>sr</sup> Georges Gauthier chez le maire Martin», *La Presse*, jeudi 5 octobre 1916.
  18. Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et Normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988, 721 p.
  19. Victor Barbeau, *La tentation du passé*, Montréal, Les éditions de la Presse, 1977, p. 48-49.
  20. Archives de l'Université de Montréal, D35/341, «Adresse de M. le chanoine Racicot, vice-recteur, à S. G. M<sup>sr</sup> Bruchési, vice-chancelier», 30 octobre 1897, p. 293-294 (paru dans *La Semaine religieuse*, octobre 1897).
  21. En 1949, le recteur envoie une lettre au chancelier qui laisse entrevoir que la décision a été prise dans le but de maintenir la réputation de l'institution. «Nous avons su, il y a une quinzaine d'années supprimer "l'Enterrement du Bérêt" pour des excès du même genre», Archives de l'Université de Montréal,

- D35/1393, lettre du recteur Maurault au chancelier M<sup>sr</sup> Charbonneau, 26 octobre 1949.
22. Ainsi, en 1950, le défilé eut lieu sous le thème des « Droits des étudiants », malgré les menaces de représailles des autorités universitaires. Le conseil de direction de l'AGEUM, « Lâcher son fou », *Quartier latin*, vol. 3, no. 1, 3 octobre 1950, p. 1.
  23. Danielle Tartakowsky, « Manifestation », *Encyclopedia Universalis*.
  24. *Ibid.*
  25. Dick Purser, « The Bookfair Incident », *McGill Daily*, vol. 43, no. 72, 1<sup>er</sup> mars 1954, p. 2.
  26. Patrick Champagne, « Manifestation », *op. cit.*, p. 542.
  27. Cette menace sera mise à exécution en 1939 par le Gouvernement du Québec avec l'adoption de la *Loi pour venir en aide à l'Université de Montréal*.
  28. Pierre Asselin, « Le 21 », *Quartier latin*, vol. 16, no. 2, 12 octobre 1933, p. 1; Maurice Paquin, « Samedi. Ou si l'Université fermait ses portes », *Quartier latin*, vol. 16, no. 3, 19 octobre 1933, p. 1. Hélène-Andrée Bizier présente un résumé de la crise financière de 1933 à l'Université de Montréal dans *L'Université de Montréal. La quête du savoir*, [s. l.], Libre expression, 1993, 311 p. Les propositions faites au conseil municipal pour lever une nouvelle taxe afin d'aider l'université ont été reportées à cause de vives oppositions. *La Presse et Le Devoir*, mercredi 25 octobre 1933.
  29. M<sup>sr</sup> Piette, « Message de Monseigneur le Recteur. Merci! Chers étudiants », *Quartier latin*, vol. 16, no. 4, 26 octobre 1933, p. 1.
  30. Gérard Filion, « L'Université de Montréal. Institution nationale », *Quartier latin*, vol. 16, no. 4, 26 octobre 1933, p. 8; Le publiciste, « Le geste des étudiants », *Quartier latin*, vol. 16, no. 4, 26 octobre 1933, p. 3.
  31. Pour une description des événements entourant la visite de la délégation espagnole, on peut consulter Caroline Désy, *Discours hégémonique et contre-discours sur la Guerre d'Espagne dans le Québec des années trente*, Ph. D. (sociologie), Université du Québec à Montréal, 1999, p. 126-133.
  32. « Sarasola bien interdit », *Le Devoir*, vendredi 23 octobre 1936, p. 3.
  33. *Ibid.*
  34. « La manifestation anticommuniste d'hier soir », *Le Devoir*, samedi 24 octobre 1936, p. 1.
  35. Guy Prévost, « Étudiants du monde. La "Vérité" à McGill », *Quartier latin*, vol. 19, no. 4, 30 octobre 1936, p. 2. Prévost récuse ici la participation massive d'étudiants à une manifestation tenue en face du McGill Union, expliquant que seulement 8 étudiants, et non 25 comme le prétend le *McGill Daily*, y ont participé. « Mob Uprising In Montreal Endanger Canadian Freedom », *McGill Daily*, vol. 26, no. 17, 26 octobre 1936, p. 1.
  36. « La paix entre les universités Montréal et McGill », *Le Devoir*, jeudi 29 octobre 1936, p. 3.
  37. « La police reçoit l'ordre de disperser les manifestants et de faire des arrestations », *Le Devoir*, samedi 10 décembre 1955, p. 9.
  38. « Plus de 100 000 \$ de dommages; cent dix suspects comparaissent », *Le Devoir*, lundi 12 décembre 1955, p. 1.
  39. *Ibid.*

40. Archives de l'Université McGill, RG2 Principal, c. 186, f. 6455, procès-verbal du Committee on Student Activities, 13 décembre 1955.
41. «Shadow of Doubt», *McGill Daily*, vol. 45, no. 54, 20 janvier 1956, p. 2. Il est à noter que nous n'avons retrouvé aucune mention de cette manifestation dans le *Quartier latin*, la réforme de l'AGEUM occupant une bonne partie de l'espace du journal durant cette période.
42. Les universités concernées sont : McGill, Laval, Udm, Sir George William College, Bishop.
43. Archives de l'Université McGill, RG1 Chancellor, c. 5, f. 97, «Le droit à l'éducation. Étudiants du Québec en grève! - Education Is a Right! University Students walk out», 6 mars 1958.
44. Julien Aubert, «Une page d'histoire», *Quartier latin*, vol. 40, no. 23, 13 mars 1958, p. 2.
45. Patrick Champagne, «Manifestation», *op. cit.*, p. 543.